

1 Juin 1848.

Prix: 5 centimes.

1^{re} année. N° 1.

ABONNEMENT.

Paris: 18 fr. — 9 fr. — 4 fr. 50.

Dép.: 30 — 15 — 7. 50.

Rue du Bouloy, 26.

LE TOCSIN

DES TRAVAILLEURS.

COMITÉ DE RÉDACTION.

Emile Barrault.

F. Delente, ouvrier.

Affranchir.



PARIS, 31 MAI.

CE QUE NOUS VOULONS.

Depuis près de soixante ans que la France rompt avec le passé, la seule révolution faite ouvertement en vertu des *droits du travail* est celle du 24 février 1848. Or, la cause du travail et celle du peuple n'en font qu'une. Le grand travailleur de Dieu, celui qui opère ses miracles sur la terre, c'est le peuple. Donc, nous voulons que sa révolution, la seule qui soit bien à lui parce qu'elle ne procède que de lui, ne lui soit pas volée....

Où nous donnerons l'alarme aux travailleurs, nous avons le tocsin.

Pouvons-nous laisser faire l'Assemblée constituante et dormir? Sans doute cette assemblée veut le bien; mais il s'y trouve tant de bonnes intentions en paletot ou en frac! La blouse y est si rare qu'elle a l'air d'y faire tache. La blouse était l'uniforme des barricades; ce n'est qu'une exception dans la représentation nationale. Le proverbe a beau dire que *l'habit ne fait pas le moine*; ce qui trop souvent est vrai, c'est que *l'habit fait le bourgeois*.

Prenons garde, ayons la main sur le tocsin.

Est-ce que le Comité exécutif est propre à nous rassurer? Le lendemain de la révolution, on garantissait au peuple un labeur quotidien; on logeait le problème de l'organisation du travail au Luxembourg; on instituait des ateliers nationaux. Ne semblait-il pas que l'Etat devenait le père de la grande famille? Aujourd'hui les ateliers nationaux vont être dissous. Le Luxembourg a reçu d'autres locataires. Le *National* épilogue sur les garanties affichées par l'Hôtel de Ville, à la grande joie du *Sicde*. Ce que le gouvernement provisoire a écrit, le Directoire interimaire commence à le raturer. Enfin, l'Etat donne sa démission de ses entrailles paternelles, cela le mettait sur les dents.

Alerte! un premier coup de tocsin!

Et à qui nous fierons-nous? Aux *républicains de la veille*? Parlons-en vite. La plupart de ces messieurs sont d'avis qu'avec un roi de moins et le suffrage universel de plus, le peuple tient la *meilleure des républiques*, surtout s'ils sont en place. Un roi de moins, comme cela suffit à remplir la poche du peuple! Le suffrage universel, comme cela le rassasie! Grand merci, messieurs. Le langage de ces républicains fossiles nous rappelle ces gens que l'Evangile réprouve; on leur demande du *pain* et ils donnent... une *pièce*. Vite! un second coup de tocsin!

Serions-nous assez insensés pour compter sur les *républicains du lendemain*? D'avance nous le savons, si la République perpétuait l'exploitation du travail par le capital et les misères du prolétariat, plusieurs de ces royalistes d'hier seraient des Brutus. Ce qu'ils regrettaient dans le trône tombé, c'est l'abri de leur pot-au-feu. Selon eux, la couronne constitutionnelle est le meilleur couvercle de la marmite bourgeoise. L'une est faite pour l'autre, et réciproquement.

Vite, vite, un troisième coup de tocsin!

En vérité, lorsque tant de petits complots monarchique s'étaient en plein soleil de mai, lorsque l'amélioration sérieuse du sort des travailleurs est traversée par tant de sourdes résistances, nous croyons encore voir, sur le balcon des Tuileries, l'égoïsme carré de Louis-Philippe. Cependant les Tuileries sont désertes; le vieux roi est à Londres et le vieux parti conservateur à l'ombre. Que s'est-il donc passé? Ah! nous avons grand-peur de retrouver la mauvaise queue de M. Guizot dans la légion de M. Thiers, jusque dans la phalange du maire de Paris...

Pour le coup, ma foi, nous sonnerions le tocsin à toute volée.

Ayons patience. La précipitation est toujours funeste. Seulement, que les travailleurs le sachent bien, ils ne doivent se fier qu'à eux-mêmes. Et ce qui les rendra plus invincibles que des piles de pavés, c'est la foi dans leur avenir. Ce qui porte plus loin que le fusil, c'est un principe vrai qui se propage avec la rapidité de la lumière. Quand un peuple sait bien ce qu'il veut, qu'a-t-il besoin d'armes? Il unit l'intelligence à la force, son calme fait la loi.

Dès-lors, qu'est-ce que les travailleurs ont à faire aujourd'hui? à *savoir* et à *vouloir*.

Il en est beaucoup qui, pour nourrir le présent, font volontiers le sacrifice de tout droit et de tout espoir. Parlez-leur de fraternité, d'association, d'organisation du travail, ils hochent la tête et répètent servilement le propos des bourgeois sans cervelle et sans cœur: *c'est un rêve*. Ayez de l'ambition pour eux, vous serez devant eux un fou ou un fourbe. Tâchez de leur montrer une perspective consolante, ils se rencoignent dans leur misère et ne songent qu'à joindre péniblement les deux bouts, voilà tout leur avenir. Pauvres gens, la souffrance les a écorés! Ce sont eux que les réactionnaires appellent les *bons ouvriers*, en attendant qu'ils les fassent décorer. Ce sont tout simplement les trainards de la grande armée des travailleurs.

Frères, pressez le pas au son de notre tocsin.

D'autres ont le fougueux enthousiasme de l'espérance. Ce sont les impatientes qui voudraient d'un bond toucher au but. Le chemin est si rude qu'il faut bien les excuser d'aspirer à l'abrégé. Ce sont eux que les réactionnaires nomment les *mauvais ouvriers*. Non, c'est une généreuse et bouillante avant-garde qui se dévouerait intrépidement pour le salut commun, mais qui a le tort de croire qu'on prend toutes les questions d'assaut.

Frères, ne vous élansez pas si loin du corps d'armée, écoutez notre tocsin.

Le corps d'armée, c'est cette masse de travailleurs qui n'aime pas à courir les aventures, mais qui ne lâche jamais pied et poursuit invariablement son but d'étape en étape. Le corps d'armée ne se compromet pas dans des escarmouches, il est solide aux grands jours. Tout ira bien, pourvu que les uns n'aillent pas trop en avant et que les autres ne restent pas trop en arrière.

Frères, ne vous séparez plus, et que notre tocsin vous rallie!

Oui, soyons unis, nous serons forts. Attachons-nous inébranlablement à notre République, nous serons deux fois forts. La République, telle que nous la voyons à cette heure, n'est pas la Terre-Promise, où les travailleurs doivent entrer et jouir de la répartition équitable des fruits de leurs sueurs; mais elle est le premier degré de leur ascension vers le nouvel ordre social qui donnera largement à tous le pain quotidien du corps, de l'esprit et de l'âme.

Courage, travailleurs! vous avez fait la révolution de février, c'est à vous de sauver votre révolution. Pour nous nous nous efforcerons de vous y aider, et l'œil ouvert, l'oreille au guet, nous ne laisserons pas notre tocsin muet à l'heure du péril; s'il le faut, nous mettrons le carillon de la partie.

La vie et la mort.

Les soldats de la tyrannie donnent la mort; les soldats de la liberté donnent la vie.

Les premiers obéissent à ce signal: *joue-feu*. Qu'ont-ils fait? des cadavres. Les seconds ne combattent qu'à ces mots: DIEU, AMOUR, LIBERTÉ. Leur arme, c'est leur âme, et dès que la raison commande, oublieux de tout intérêt personnel, ils s'élancent et dispersent autour d'eux les éclats brûlants

et comme la mitraille enflammée de leur conscience. Qu'ont-ils fait? des vivants.

Les soldats de la liberté ne tuent pas, ils vivifient; ils ne consomment pas, ils éclairent; ils ne divisent pas, ils concilient; ils ne dépouillent pas, ils donnent, et, pour tout salaire, ne réclament qu'une étincelle de cet amour que Dieu distribue à tous et dont il est le foyer.

Vous qui ne savez que meurtrir et tromper, nous ne voulons pas vous frapper, mais vous guérir. Vous avez organisé la famine parmi nous, nous ne voulons pas vous punir en stérilisant votre individualisme, nous voulons ranimer vos cœurs desséchés et vous convier au saint banquet de la Fraternité.

Nous ne vous rendons pas responsables de la science diabolique que vous professez. Vous avez été élevés de la sorte, et comme vous avez sucé un lait corrompu, vous avez la corruption jusque dans votre esprit, la faute n'en est pas à vous. Mais nous en avons gravement pâti, nous, et voilà pourquoi, à bout de patience, nous avons fait notre révolution.

Déliez-vous de votre savoir, il en est temps. De quoi votre intelligence est-elle meublée? De tous les sophismes d'une vieille science, de tous les préjugés d'une société caduque. Votre tête est pleine, mais elle est mal remplie; n'importe, votre pédantisme et votre intérêt la ferment à toute idée neuve. Pour exclure la vérité qui se présente, votre intérêt se fait pédantisme, votre pédantisme se fait intérêt, la lettre morte chasse l'esprit vivant, et parce que vous êtes savantissimes, vous êtes les ignorants de l'époque.

Heureux les simples d'esprit! Comprendrez-vous enfin cette parole? La voici qui se vérifie sous vos yeux. Les simples d'esprit ont le cerveau vide de tout ce qui encombre le vôtre; dès-lors l'idée neuve y pénètre sans empêchement et s'y loge. Les simples d'esprit n'ont pas leur raison embarrasée dans toutes vos complications subtiles, et leur âme est grandement ouverte à la vérité, dès qu'elle arrive. N'ayant rien à perdre à l'acquiescer, pas même la vieille science dont ils sont aussi déshérités, ils accueillent l'esprit vivant, et parce qu'ils sont ignares, ils sont les savants de l'époque.

Oui, heureux les simples d'esprit, c'est à eux les premiers que Dieu se communique. Ce sont eux qui remontent plus librement vers la source éternelle de tout devoir et de tout droit, vers Dieu. Leur tête ne leur pèse pas sur le cœur pour en comprimer les aspirations, et lorsque les docteurs se plaisent dans les ténèbres de la mort, eux se laissent ravir à la lumière et à la vie.

Frères savants et riches, nous voulons vous aimer. Frères qui soutenez la tyrannie, nous vous aimons. Car nul ne fait le mal par plaisir, mais par manque de foi. Frères pauvres et ignorants comme nous, voyons et pensons tous en Dieu, et le monde est sauvé.

DELENTE.

Mise en accusation de M. Louis Blanc.

Le coup était attendu, il n'en est pas moins surprenant.

Quoi! c'est le 31 mai, deux semaines après l'attentat du 13, que M. Louis Blanc est accusé d'y avoir trempé? Il a fallu tout ce temps pour découvrir les traces de sa complicité? C'était donc une trame savamment et ténébreusement ourdie? Innocents que nous étions! Nous avions cru que cette fameuse conspiration du 13 mai s'était improvisée à la barbe même de l'Assemblée constituante, sous l'influence d'un beau soleil de printemps et de généreuses inspirations démocratiques que ce soleil avait ranimées.

Dieu nous garde de ne pas condamner la violation de l'Assemblée nationale! C'est à notre avis une faute

politique énorme. Mais encore une fois, si nous ne nous trompons, il n'y a pas eu d'artificieuse préméditation, il y a eu seulement flagrant délit. C'est la vue de la tribune qui a fait naître la tentation. Il y a eu de regrettables paroles, il n'y avait pas de complot. Il s'est rencontré des orateurs exaltés, il n'y avait pas de conjurés, et, si l'on nous passe le mot, *l'occasion a fait les larrons*.

Et en tout ceci qu'a-t-on à reprocher à M. Louis Blanc? Était-il à l'Hôtel-de-Ville? Lui fera-t-on un crime d'avoir été porté en triomphe par les ouvriers dont il a si consciencieusement embrassé la cause? N'a-t-il pas rappelé les envahisseurs de l'enceinte au respect de l'Assemblée? Quoiqu'il ait pu dire, ce n'est pas lui qui aurait rêvé une aussi folle entreprise, la finesse et la tenue de son esprit laissent tomber une telle supposition au niveau de l'in vraisemblable et de l'absurde.

Mais revenons aux débats qui ont précédé cette scène affligeante.

C'est d'abord M. X. Durrieu qui interpelle le ministre des affaires étrangères sur les horribles événements de Naples, la situation de l'Italie et l'ensemble de la politique extérieure. Pendant ce temps, les représentants causent, lisent, écrivent, bâillent; d'autres jouent l'air national: *des lam-pions!* avec leur couteau à papier. M. le ministre des affaires étrangères répond pour ne rien dire, suivant l'usage diplomatique, et l'Assemblée passe à l'ordre du jour.

Un autre représentant interpelle à son tour le ministre de la marine sur la licence qu'il a prise d'organiser le conseil d'amirauté sans consulter le comité de la marine, et il demande que l'Assemblée révoque ce décret. Le ministre de la marine, M. Cazy, l'ancien agent électoral de Louis-Philippe, entreprend de défendre son droit et il échoue. Le ministre de la justice vient à son secours et l'Assemblée passe à l'ordre du jour. Pendant ce temps, les représentants continuent à bourdonner comme des frelons; les couteaux à papier exécutent des variantes sur l'air du *tra la la!*

Enfin le vice-président, M. Senard, annonce une communication de la plus haute gravité. Le silence se rétablit et il lit un réquisitoire du procureur général, et du procureur de la République, dirigé contre le citoyen Louis Blanc comme complice de l'attentat du 15 mai. On demande à l'assemblée le droit de poursuite. Plusieurs membres montent à la tribune et attestent avec un loyal empressement des faits favorables à Louis Blanc. Lui-même, dans une allocution chaleureuse, éloquente, hardie, repousse avec indignation les calomnies dont il est l'objet; il flétrit ce système de terreur à l'aide duquel on compte décimer les plus sincères amis de la République et de la cause populaire. « Je braverai la prison, s'écrie-t-il, je braverai la mort, s'il le faut. » A ce mot de mort, l'assemblée se récrie, « Ne m'interrompez pas, ajoutez-il, au train dont vont les choses, je ne suis pas sûr que la peine de mort ne soit bientôt rétablie! »

Bref, on arrive à la question. L'assemblée accorde-t-elle le droit de poursuite contre l'un de ses membres? Ici, nouveau tumulte, des cris, des apostrophes! L'éternel avocat du ministère, M. Crémieux, propose et fait accepter le renvoi de la question à une commission spéciale composée d'un membre par bureau. Tout à coup, au moment où l'assemblée se séparait pour aller dans ses bureaux procéder à l'élection de cette commission, M. Senard, avec l'apreté du procureur général de Rouen, s'avise de relire le réquisitoire afin de placer la chambre sous l'impression de l'acte d'accusation, cela était charitable. Or, Louis Blanc n'en avait pas entendu la première lecture. Il y est dit en toutes lettres que, d'après la déposition de quatre représentants, Louis Blanc a prononcé des paroles séditieuses. Soudain l'accusé s'élance à la tribune et répond par un démenti formel. Il fallait voir alors quelques-uns de ses collègues lui répliquer avec cette rage qui caractérise les modérés. Oui-non-oui-non. Dans quel temps vivons nous pour qu'un accusé ne soit pas sacré?

Nous regrettons que M. Louis Blanc et ses amis aient essayé, sans espoir de succès, d'opposer l'ordre du jour à la demande en poursuite. Il eût mieux fait d'accepter sa mise en accusation. A titre de représentant de la République progressiste, il ne devait pas paraître décliner la lutte avec la République conservatrice qui le traite en ennemi. Ce n'est pas le factieux qu'on persécute en lui, c'est le socialiste. Ces deux systèmes sont en présence, c'est un honneur d'être appelé à témoigner de l'avenir inévitable de la France. Cet avenir ne s'ensevelira pas dans les donjons de Vincennes, puisque la République est bien sortie des donjons de Saint-Michel.

Lettre du citoyen Caussidière.

Comme si tous les premiers serviteurs de la République devaient être en ce moment mis en accusation ou en suspicion, l'ex-préfet de police, à qui Paris nous semble devoir quelque reconnaissance, a été inculpé, par voie d'insinuation, de n'avoir pas déferé à l'invitation réitérée de se rendre dans la commission du pouvoir exécutif, les 14 et 15 mai. Le citoyen Caussidière a adressé à quelques journaux une lettre que nous croyons à propos de reproduire.

Paris, le 20 mai 1848.

Citoyen rédacteur,

« Une note qui emprunte de son insertion au *Mou-teur* un caractère semi-officiel a été publiée par plusieurs journaux, en réponse à la circulaire que j'adressais aux électeurs de la Seine. On y a rattaché des commentaires et des insinuations de tous genres.

« Fort de ma conscience, je viens répéter que je donnerai, dans ma brochure qui va paraître, toutes les explications désirables: j'ai la conviction qu'elles satisferont l'opinion publique.

« Je dois me borner aujourd'hui à rectifier deux faits qui sembleraient résulter de la *note semi-officielle* et de l'article d'un journal.

« Je n'ai pas reçu, le 14, l'ordre de me rendre dans le sein de la commission exécutive. Si j'avais reçu cet ordre, étant dans l'impossibilité de m'y rendre, j'y aurais envoyé le secrétaire-général. Le 15, à midi seulement, je fus mandé par la commission à qui je fis connaître l'accident qui me retenait au lit; et, déjà, prenant l'initiative, j'avais averti de l'état des choses la commission elle-même, le président de l'Assemblée nationale et le général Courtais par trois dépêches simultanées, répondant ainsi à la lettre que j'avais reçue le 14 au soir, de M. Buchez, qui se termine par cette phrase:

« *Agissez habilement et vigoureusement comme vous l'avez fait hier (15), mais que, comme hier, nul attroupe-mment n'arrive à la vue du palais.*

« On sait le reste.

« Le préfet de police ne dispose pas de la force armée.

« Salut et fraternité.

« CAUSSIDIÈRE. »

Nous attendons ce mémoire avec impatience, et nous aimons à penser que M. Caussidière est trop habile pour avoir exposé le préfet de police de la République à reprendre son rôle de détenu politique sous un gouvernement républicain.

Bannissement de la famille d'Orléans.

Franchement, nous aimerions à voir tous les prétendants de toutes les dynasties déposer leur vaine candidature devant la majesté de notre République. Une cocarde en France vaut bien le rêve d'une couronne dans l'exil. Mais aujourd'hui l'excès de notre générosité serait une duperie.

Mettez donc sous la main de nos réactionnaires une collection de ces hommes qui *sont du bois dont on fait des rois*, ils feraient bien vite les frais de la façon! Il ne faut pas exposer les idolâtres incorrigibles du fétiche monarchique à la tentation de brouiller les cartes et de retourner un roi de trèfle, un roi de pique, un roi de carreau... Tant de princes sont en disponibilité, il s'en trouve pour tous les goûts. Ce jeu là serait plus fatal aux monarchistes qu'à la République; n'importe, c'est un vilain jeu que celui qui ferait couler le sang.

Qu'on s'en souvienne; en 1815, le grand homme des temps modernes, Napoléon, fit trois pas, de l'île d'Elbe à Antibes, d'Antibes à Paris, de Paris à Waterloo, et le quatrième le mit pour toujours à Sainte-Hélène. La plus brave armée qui fut jamais n'empêcha pas la chute du plus habile des capitaines. Pourquoi cela? Napoléon avait fait son temps.

Hé bien! la monarchie constitutionnelle a aussi fait son temps en France. Si jamais la royauté essayait d'appeler de cet arrêt, elle n'aurait pas ses Cent-Jours comme l'empereur, et elle aurait son Waterloo, non pas sur un glorieux champ de bataille, mais dans le ruisseau des rues de Paris. Sa dernière abdication serait plus honteuse et plus terrible que la première. Malheur alors à la réaction bourgeoise qui au ait provoqué la guerre civile! Pour nous qui en avons horreur, nous lui donnons cet avis.

Quant au gouvernement, qu'il ne se flatte pas de s'être popularisé par l'exil de la maison d'Orléans. Le peuple a peu de souci de la proscription des rois, il a l'habitude de les chasser. Ce qui l'occupe, c'est le bannissement de la misère et de l'ignorance. Voilà ses ennemis jusqu'à présent invincibles, l'affaire du

gouvernement est de l'aider à s'en délivrer. Si on a jeté au peuple ce décret contre des roitelets, comme un os à ronger, afin d'amuser sa juste impatience, on s'est trompé. A l'œuvre, citoyens gouvernants!

Commençons et finissons avec M. Emile Thomas.

Il y a trois mois, ce personnage illustre était parfaitement ignoré; c'est l'un des plus beaux champignons de la République.

Ce qu'il a fait de bien n'est pas moins un mystère que ce qu'il a fait de mal. D'abord il a organisé des ateliers où l'on ne faisait rien; quel génie! Ensuite il a été enlevé de Paris par l'ordre du gouvernement; quel grand homme! Enfin on le conduit à Bordeaux, dans une bonne chaise de poste; quel martyr!

Toutefois, ce qui nous semble plus inexplicable que la destinée de M. Emile Thomas, c'est le procédé du gouvernement. Si ce citoyen a forfait à ses devoirs, qu'on le juge. S'il a négligé ses fonctions, qu'on le destitue. Cela est de bon sens.

Mais que le gouvernement de la France fasse descendre l'arbitraire jusqu'à M. E. Thomas, qu'il le traite comme un prétendant à la couronne, c'est dégrader la dictature!

On dirait qu'à présent tout le monde se grandit ou se rapetisse à plaisir. Nous connaissons le ridicule de la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf; témoin M. E. Thomas; l'autre ridicule est celui du bœuf qui travaille à se faire aussi chétif que la grenouille. Ceci est à l'adresse de nos gouvernants.

Rachat des chemins de fer par l'Etat.

On sait que le ministre des finances a proposé à l'Assemblée constituante un décret relatif à la reprise des chemins de fer par l'Etat. Ce décret a rencontré de l'opposition dans la commission nommée pour l'examiner; la conclusion de l'examen, c'est le rejet.

Le club de l'Organisation des Travailleurs s'est empressé de déposer sur le bureau du président de l'Assemblée nationale la pétition suivante, couverte de nombreuses signatures.

« Citoyens Représentants,

« Les ouvriers des chemins de fer, les patrons et les ouvriers des ateliers qui travaillent pour les chemins de fer et les autres industries ont appris avec un douloureux étonnement la décision de la commission des finances contre le projet de décret de reprise des chemins de fer par l'Etat.

« Au nom de ces citoyens, le club de l'Organisation des Travailleurs croit de son devoir de vous exprimer le profond regret d'une décision dont le résultat sera d'ajourner un des moyens les plus sûrs et les plus féconds d'organiser le travail et les travailleurs.

« Il émet en conséquence le vœu formel du rejet de la décision du comité des finances par l'Assemblée nationale.

« Salut et fraternité... »

Le club de l'Egalité et de la Fraternité a adhéré à cette pétition.

Nous reviendrons très prochainement sur la question posée, son principe et ses conséquences.

Manifestation des femmes en faveur du projet de loi sur le divorce.

A peine ce projet de loi a-t-il été présenté, un rendez-vous a été fixé sur la place Vendôme. Le jour suivant, vers dix heures, une nombreuse réunion de femmes, de tout âge et de toute condition, s'est ache-minée, bannière en tête, vers le ministère de la justice. Douze dames déléguées ont été introduites dans le cabinet de M. Crémieux, et la présidente lui a adressé des félicitations sur le rétablissement de la loi que la Restauration avait abrogée.

Après la réponse du ministre, la députation s'est retirée en poussant des *vivat* en l'honneur du citoyen Crémieux, protecteur du divorce.

On dit que de mauvais plaisants se sont égayés aux dépens des dames de la députation; les rieurs n'ont pas été pour eux.

Nous croyons être sûrs que ce projet de loi ne passera point, il était donc inutile de le présenter. Pourquoi donc la loi sera-t-elle rejetée? Sera-ce en vertu de considérations religieuses? Non. De considérations morales? Non, ce sera par des motifs d'économie politique. Cela nous semble un paradoxe; nous ne tarderons pas à vous le prouver.

Le Gérant, Emile BARRAULT.

PARIS. — Imprimerie de LACOUR, rue Coquillière, 20.